

JURISPRUDENCE BRUGNOT

La jurisprudence BRUGNOT permet donc aux **militaires** ayant été victimes d'un **accident de service**, d'être indemnisés des **souffrances physiques (*pretium doloris*) ou morales** en résultant ainsi que des **préjudices esthétiques, préjudices sexuels et préjudices d'agrément** (*impossibilité de pratiquer une activité sportive ou de loisir*).

Pour solliciter une telle réparation de leurs préjudices, les militaires concernés doivent d'abord démontrer que **la consolidation de leur dommage** (*date à partir de laquelle leurs préjudices ont cessé d'évoluer et se sont stabilisés*) a été acquise **depuis moins de 4 ans**.

L'indemnisation des préjudices des militaires dans le cadre de la jurisprudence Brugnot se prescrit par 4 ans à compter du premier jour de l'année suivant celle de la date de consolidation du dommage (Loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics).

La jurisprudence BRUGNOT peut être accordée au blessé, mais aussi à sa famille
(*épouse, concubine, enfants*)

Pour les mineurs la demande doit être faite par l'un des parents

Déroulé du processus :

Echanges par courrier en lettre recommandée avec accusé de réception

- 1- Faire la demande en appliquant le **modèle ci-dessous**
- 2- Transmettre la demande avec les pièces demandées au CISJ (**adresse ci-dessous**)
- 3- Le CISJ prend en compte la demande et adresse en retour un courrier avec le N° de dossier, le nom de la personne en charge, ainsi qu'un formulaire de « protocole d'expertise médicale » à remplir et à renvoyer « daté, signé » au CISJ
- 4- Le CISJ mandate un expert (*cela peut prendre plusieurs mois...*)
- 5- L'expert fixe un RDV, réalise l'expertise et la transmet au CISJ
Il convient de démontrer que les préjudices sont **directement imputables** à la blessure. A cet égard, il faut conserver l'ensemble des documents en lien avec la blessure qu'il conviendra d'avoir avec soit le jour de l'expertise si besoin.
Le jour de l'expertise le **médecin expert** confirmera ou infirmera la **date de consolidation** du dommage et **évaluera chaque post de préjudice avec une "note" de 1 à 7**.
- 6- Le CISJ fait une proposition d'indemnisation
Au regard du **rapport d'expertise**, le CISJ proposera une indemnisation par l'envoi d'un projet de protocole transactionnel.
Il est conseillé de se faire assister d'un avocat (Gueules Cassées par exemple) pour vérifier **si le montant de l'indemnité proposée est conforme au droit**.

En cas de proposition indemnitare insuffisante, il est possible de saisir la **commission des recours des militaires** (CRM) pour un recours contre la « proposition d'indemnisation » puis, le cas échéant, le tribunal administratif.

En cas de contestation des évaluations effectuées par l'expert, il est possible de saisir le tribunal administratif d'une demande d'expertise judiciaire.

Dossier de demande à adresser par Lettre RAR à l'adresse suivante

Centre Interarmées du soutien juridique (CISJ)
Base aérienne 107 - Route de Gisy
78129 VILLACOUBLAY Air

Modèle : Demande du blessé

Objet : demande de réparation complémentaire

Madame, Monsieur,

En application de l'arrêt du Conseil d'État du 1er juillet 2005 - Brugnot, j'ai l'honneur de solliciter la réparation des préjudices subis en ma qualité de blessé (ou malade) du fait du service.

En effet, le [date], à [lieu à préciser], j'ai été blessé [ou j'ai contracté une maladie] dans le cadre du service du fait de [reprendre les termes du rapport circonstancié ou de toute pièce utile décrivant les faits - à joindre à la demande].

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir étudier la réparation de mes préjudices à caractère personnel.

[Date et signature]

Modèle : Demande des membres de la famille

Objet : demande de réparation du préjudice moral

Madame, Monsieur,

En application de l'arrêt du Conseil d'État du 1er juillet 2005 - Brugnot, j'ai l'honneur de solliciter la réparation du préjudice moral subi en ma qualité [d'épouse, de père, de mère, etc.] de [grade, nom et prénom] blessé le [date] au cours d'une mission ou d'une opération extérieure à [lieu].

Cet événement a notablement et définitivement modifié le cours de ma vie personnelle et familiale.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir étudier la réparation de mon préjudice moral.

[Date et signature]

Pièces à joindre à la demande :

- demande d'indemnisation (selon le modèle ci-dessus),
- tout document permettant d'établir le lien au service de la blessure (attestation de séjour, rapport circonstancié, extrait du registre des constatations, etc.),
- copie du certificat de consolidation et de toute pièce médicale utile relative aux soins reçus au titre de la blessure/maladie concernée,
- pour les ayants droit : copie du livret de famille, justificatif de PACS ou de concubinage.